

TRAVAIL

REVUE DE L'ASSOCIATION D'ENQUÊTE ET DE RECHERCHE SUR L'ORGANISATION DU TRAVAIL

DOSSIER :
OUVRIERS ET
TECHNICIENS

FACE A

L'AUTOMATISATION : D. RICHTER A. CHENARD
A. PINO G. SANTILLI G. MALGLAIVE G. BARISI
B. CORIAT P. ZARIFIAN - SIDOR : LA SIDERURGIE
DE LA DEMOCRATIE VENEZUELIENNE - LES
BASES ECONOMIQUES
DE LA GREVE
DES MINEURS
BRITANNIQUES - SCENES
DE RESISTANCE
EN POLOGNE.



Le choix des autorités : discrimination et marginalisation des plus pauvres.

CIUDAD GUAYANA

En 1960, un an après l'élection du gouvernement démocratique, en décembre 1958 ; deux ans après la chute de la dernière dictature d'une série presque ininterrompue depuis la fin de la guerre fédérale en 1868, naît l'entreprise sidérurgique de l'Etat vénézuélien : la « Siderúrgica del Orinoco, C.A. Sidor ». Une sidérurgie qui fait fondamentalement partie de la planification démocratique du développement économique du pays, où les travailleurs sont soumis au régime de « sécurité nationale » imposé par l'Etat-patron.

Le projet sidérurgique vénézuélien, moteur d'un complexe industriel de base sous le contrôle du secteur public, se situe au sud-est du pays, dans la région de Guayana, dans l'endroit où le fleuve Caroni débouche dans l'Orénoque, pendant son trajet vers l'océan Atlantique (voir carte n° 1).

Le projet de développement de l'industrie sidérurgique, ainsi que ce-

lui de l'énergie hydroélectrique, sont sous la responsabilité d'une corporation de développement régional — la « Corporación Venezolana de Guayana » (CVG) — organisme de l'administration publique décentralisée, dépendante de la présidence de la République. Il est important de souligner, cependant, que les projets industriels ont toujours été considérés comme des projets nationaux, indispensables pour la nouvelle stratégie de développement mise en œuvre par le régime démocratique. Dans ce sens, et compte tenu des circonstances continentales des années 1960, on peut dire que Sidor appartient à la deuxième génération des industries sidérurgiques de l'Amérique latine, planifiée dans le cadre de la politique « cepaline » de la croissance « vers l'intérieur », protégée par les politiques de crédit des organismes internationaux et du programme de l'« Alliance pour le progrès », devenant « la clé » du développement indus-

Graciela Schneier

Sidor : LA Sidérurgie

DE LA DEMOCRATIE VENEZUELIENNE

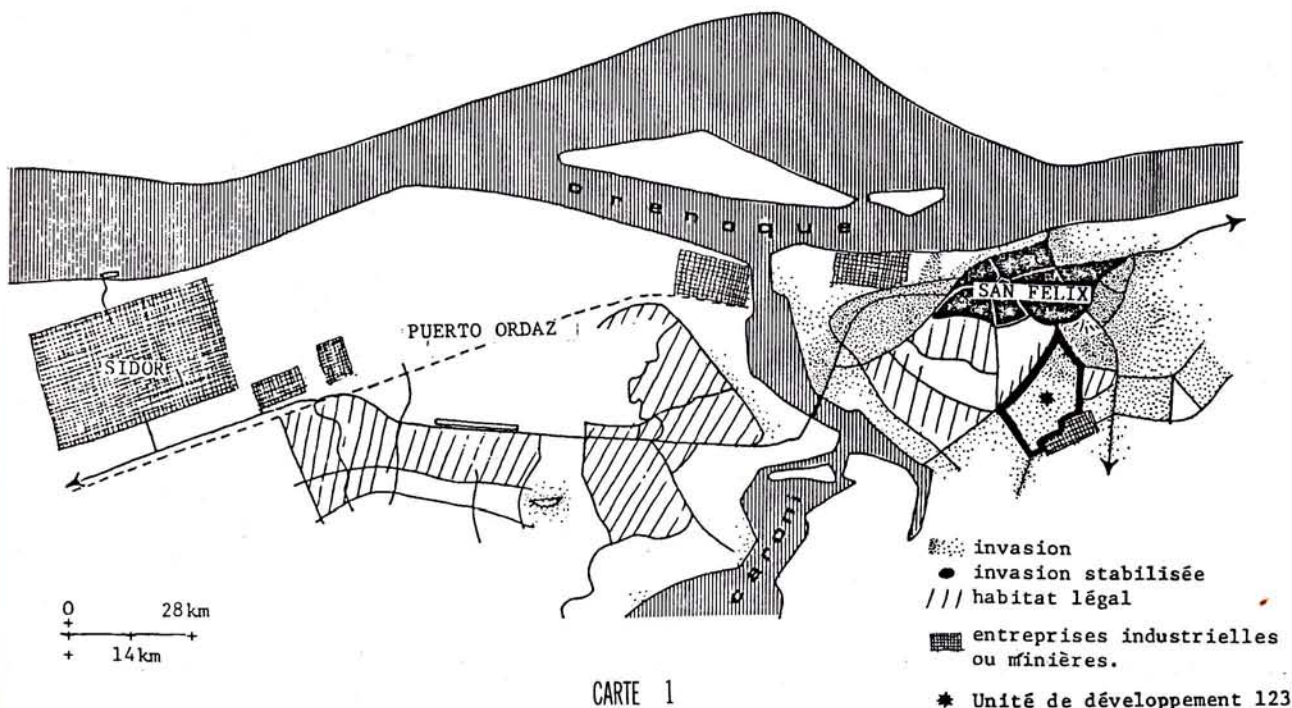
triel, capable de surmonter l'état de retard et de sous-développement où se trouvait le pays.

SURMONTER LA DISTORSION DES ENCLAVES PETROLIERES :

Ce programme de développement

pérer le contrôle de cette industrie (3), la participation de cette bourgeoisie, dans la vie économique et politique du pays, s'accroît. Il faut savoir, donc, que les plans et les projets de développement économique de l'Etat, n'ont jamais cessé de dépendre pour leur mise en œuvre, des revenus pétroliers. C'est le cas du programme de Guayana, dont le rythme de réalisation relève de deux facteurs fondamentaux : les revenus pétroliers et le degré d'importance accordé par les

1958. Mais, en 1961, il prit le chemin de la lutte armée pour s'opposer au « système réformiste » de AD, et fut alors déclaré « illégal ». En 1963, les travailleurs communistes ont créé une nouvelle confédération syndicale, la CUTV (Centrale unitaire de travailleurs vénézuéliens), se séparant de la CTV. Les dirigeants syndicaux de AD et COPEI, d'autre part, se sont associés dès le départ, à la stratégie de l'Etat pour mobiliser, gérer et contrôler la force de travail



industriel et urbain, connu sous le nom de « Programme de Guayana », incarnait le désir des autorités nouvelles de corriger et surmonter le modèle des enclaves pétrolières. En effet, déjà en 1920, le Venezuela n'était plus un pays éminemment agricole, producteur de café et de cacao, mais devenait monoproduit et surtout, monoexportateur de pétrole. La rente considérable que l'Etat obtenait de ce produit, façonnait le nouveau modèle d'accumulation, dominant jusqu'à aujourd'hui, ainsi que les nouveaux groupes de la bourgeoisie, qui petit à petit ont pris les postes du pouvoir politique. Cette bourgeoisie naissante, dite « consulaire » (2), était restée jusqu'alors, en marge de la richesse pétrolière aux mains des compagnies étrangères. Lorsque la rente de l'Etat en provenance du pétrole, commence d'augmenter, grâce aux politiques tendant à récu-

deux partis politiques qui ont gouverné le pays.

Les deux grands partis — social-démocrate (Acción Democrática - AD) et social chrétien (COPEI) — ont signé un pacte en 1958, le Pacte de Punto Fijo, où ils s'engageaient à maintenir le système démocratique au-delà de leurs différences idéologiques et leurs intérêts partisans, alternant dans l'exercice du pouvoir tous les cinq ans et assurant le contrôle des directions des fédérations et de la confédération syndicale (4). La « paix sociale » est nécessaire pour assurer la bonne marche des nouveaux projets d'industrialisation sous le contrôle étatique. Pour ce faire, il faut écarter le Parti communiste vénézuélien. Ce parti avait gagné un prestige considérable pendant la résistance à la dictature jusqu'à obtenir une nette victoire dans la capitale, Caracas, pendant les élections de

(1) « Orinoco Mining Company », filiale de la United Steel Corporation, et « Iron Mines of Venezuela », filiale de la « Bethlehem Steel Corporation ». Elles exploitaient les mines de fer à ciel ouvert dès la fin des années 40.

(2) Orlando Araujo, La industrialización de Venezuela, dans « Venezuela Crecimiento sin desarrollo », UCV, Editorial Tiempo Nuevo, 1979.

(3) Telles que « plus de concessions » en 1945, d'augmentation d'impôts en 1959, de la loi de Récupération de 1971, et finalement, la nationalisation de l'industrie en 1976.

(4) La CUTV (Confédération de Trabajadores de Venezuela) et les fédérations régionales et sectorielles (FE-TRABOLIVAR Federación de trabajadores del Estado Bolívar, et FE-TRAMETAL - Federación de trabajadores metalúrgicos y similares, dans le cas qui nous occupe).

ENQUETE

(5) - Le développement industriel a été satisfaisant et les projets existants constituent un répertoire optimiste pour l'avenir même s'il est vrai que la population a migré de façon spontanée à Ciudad Guayana avant que les opportunités d'emploi prévues fussent une réalité - - Evaluation faite par les autorités de la CVG en 1970.

(6) Schneier, Graciela : Pauvreté urbaine et marginalité spatiale à Ciudad Guayana, Cahiers de l'écodéveloppement, n° 13, oct. 80.

(7) Du - Matanzas -, le nom de site de Sidor.

(8) En 1974, le syndicat changera de nom, pour celui de SUTISS : - Sindicato Unico de Trabajadores de Industrias Siderúrgicas y Similares -.

(9) Waldomiro Pereira da Silva, dans - Entretien -, revue - Nueva Sociedad -, janvier-février 84, Caracas, Venezuela.

engagée dans les tâches productives du secteur public. A l'occasion des dernières élections (décembre 83) le « pacte social » a été renouvelé par le parti vainqueur — AD.

LES OBJECTIFS DU PROGRAMME

Le Programme de Guayana avait l'objectif, donc, de combler le retard du développement industriel, pour :

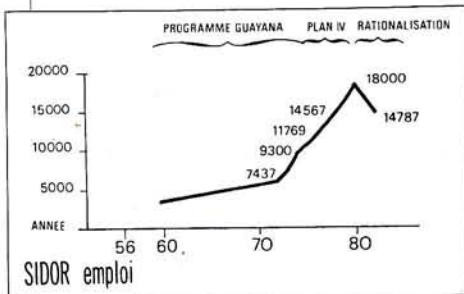
1) exploiter les richesses naturelles de la région et les transformer en produits manufacturiers,

2) diversifier les exportations traditionnelles, en faisant un pas en avant vers l'indépendance du secteur pétrolier. Mais, c'est dans le développement urbain — la construction d'une ville nouvelle capable de loger dans de « bonnes conditions » la force de travail — que le désir de surmonter le modèle chaotique des centres urbains jaillis autour des campements pétroliers, s'est exprimé de façon explicite. Aujourd'hui, vu le degré d'isolement de Ciudad Guayana, on pourrait dire que l'intention implicite des autorités du pays, était la discrimination et la « marginalisation » des couches sociales moins favorisées, pour « ne pas les voir », pour éviter le « mélange » ressenti dans les villes pétrolières.

gie électrique locale, l'importation de ferraille (chatarra) en quantités considérables.

- D'autre part, le développement urbain va consister dans la mise en place de l'infrastructure nécessaire (industrielle et résidentielle), les équipements collectifs, les voies de communication, etc. La population de la ville passera de 40 000 habitants au début des années 60 à environ 220 000 en 1974, grâce au flux migratoires d'origine rurale, en provenance essentiellement de la région nord-orientale du pays. Cette population, soit par son origine, soit par sa faible qualification pour le travail industriel, n'était pas considérée comme celle « désirée » par la direction de l'entreprise et les autorités locales (5). Elle aura tendance à s'installer dans le secteur est de la ville, du côté de San Félix, où se développeront des « aires d'accueil », ainsi que différentes modalités d'occupations illégales de terrains. Il faut souligner que pendant cette étape, la CVG gardait strictement le contrôle des terres du côté ouest (Puerto Orgaz), les réservant pour la grande industrie, les activités commerciales et financières les plus importantes, ainsi que pour les quartiers les plus prestigieux. La distribution de la population entre les deux parties de la ville était en 1974 de 74,88 % du côté est, contre 25,12 % du côté ouest (6).

- En ce qui concerne la force de travail engagée dans cette première étape de Sidor, elle augmentera graduellement jusqu'à 9 000 travailleurs en 1974, dont 5 000 ouvriers (paye journalière). Pour l'organisation syndicale, cette étape fut fondamentalement une phase de formation et de croissance quantitative, selon les schémas et les orientations émanant de la CTV. Les dix premières années du système démocratique, de 1959 à 1969, correspondaient à deux gouvernements successifs d'AD. Cette circonstance fut mise à profit par la CTV et ses fédérations, pour augmenter le contrôle de ce parti dans les directions syndicales organisées dans les entreprises publiques. A Sidor, on créa, à partir de 1964, l'ATISS (Asociación de Trabajadores de Industrias Siderúrgicas y Similares) (7). Aux élections de 1969, c'est le parti COPEI (social-chrétien) qui sort vainqueur. Ce fait aura, entre autres, deux conséquences importantes pour le Programme de Guayana et pour Sidor : a) baisse de l'appui financier

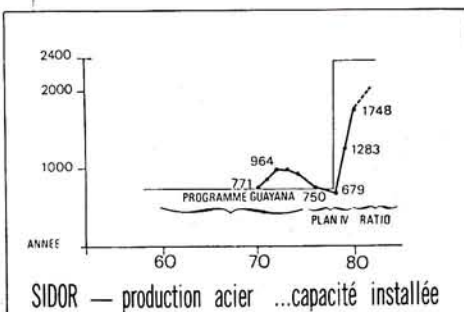


DEUX ETAPES DANS L'HISTOIRE DE SIDOR, DE CIUDAD GUAYANA ET DU MOUVEMENT OUVRIER ORGANISE :

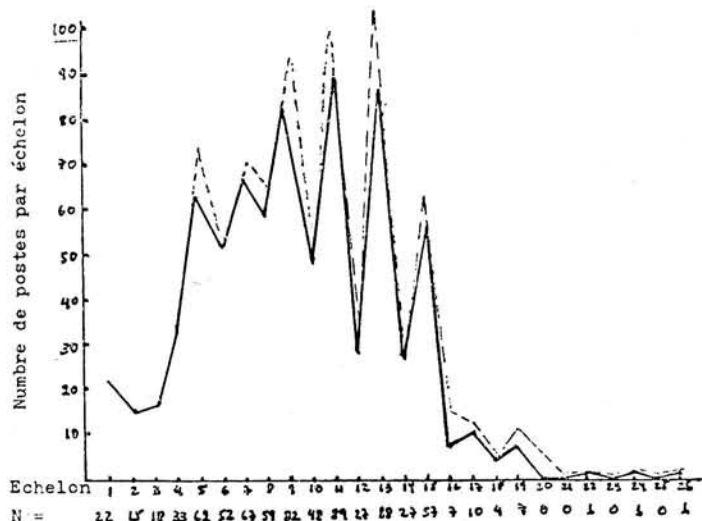
L'histoire de Sidor peut être divisée en deux étapes, qui correspondent en même temps à l'histoire de la ville et du mouvement ouvrier organisé (voir tableaux) :

— De 1960 à 1974 :

Une étape qui peut être qualifiée d'étape d'installation : l'expansion graduelle et la consolidation d'une usine intégrée, avec une capacité de production d'un million de tonnes, des procédés basés sur des fourneaux électriques en utilisant le fer et l'éner-



DISTRIBUTION DES POSTES DE TRAVAIL A SIDOR SELON GRILLE ET LA CONVENTION COLLECTIVE



Source : Convention Collective de SIDOR, 1970-1973 et 1974-1977 et grilles de postes, juillet 1982.

de la part du nouveau gouvernement, et ralentissement du rythme de développement du programme, au profit d'autres projets d'industrialisation propres aux nouvelles autorités, qui contribueraient à augmenter leur prestige. b) mobilisation des travailleurs au sein de Sidor, comme une stratégie pour mesurer le rapport de forces entre le syndicat dominé par AD et le nouveau gouvernement, qui culminent dans la dernière grande grève de 1971. La direction de l'entreprise est restée aux mains de sympathisants d'AD, ce qui facilite, après quelques semaines de conflit, la négociation avec la direction du syndicat et la trahison du mouvement ouvrier, avec les conséquences les plus communes : licenciement en masse, instauration de listes noires, voire répression « militaire ». Ce conflit provoqua la démobilisation des travailleurs jusqu'en 1974.

De 1974 à 1982 :

Cette étape représente l'élargissement de la capacité productive de Sidor qui atteint 5 millions de tonnes. Ce programme sera connu comme Plan IV de Sidor ; il était fiable grâce à l'augmentation considérable des revenus de l'Etat, comme conséquence du premier choc pétrolier (voir tableaux). Les projets principaux du plan, étaient l'usine de pelletisation, les usines de réduction directe, deux aciéries et l'extension de la capacité de laminage.

- En ce qui concerne le développement urbain, il est caractérisé par un fort investissement dans le secteur ouest de la ville, destiné à accueillir la demande « solvable », c'est-à-dire, la

FT mieux qualifiée, qu'on espérait finalement attirer. Les quartiers résidentiels et commerçants destinés à satisfaire les besoins de cette couche de la population, se sont développés rapidement, malgré les dramatiques carences qui se manifestaient de l'autre côté du fleuve Caroni. La ville passe à 320 000 habitants, avec l'intensification des flux migratoires, en provenance, cette fois-ci, aussi de la capitale, de la région centrale et même de l'étranger (de l'Argentine, du Chili et du Mexique, principalement).

- La force de travail à Sidor est de 18 000 travailleurs, dont 7 000 ouvriers, à peu près, en 1980 (voir tableau). Les transformations démographiques profondes de la force de travail, les changements technologiques et d'échelle de production, produiront une mutation dans le schéma de participation des travailleurs au sein du mouvement ouvrier organisé.

Dans l'évolution de l'activité syndicale au sein de Sidor, à partir de 1974, il faut souligner l'emprise des nouvelles formations politiques nationales de gauche, qui apparaissent à la suite du retour à la « légalité » des partis de la gauche « traditionnelle » (PCV et MIR), après une période avortée de luttes de guerrilla et de la scission du parti communiste en 1970. De cette division, naît le MAS (Mouvement vers le socialisme), qui regroupe la plupart des dissidents, et aussi un petit groupe — la Cause R — qui commence à réaliser un travail politique à la base, sans s'organiser de façon préalable, en tant que parti national. Ce mouvement avait

choisi la ville de Ciudad Guayana et Sidor comme un des endroits les plus favorables à ses objectifs. Ainsi voit le jour le « Groupe Matancero » (7). En 1974, les nouvelles forces de gauche (MAS, MIR, Causa R, etc) arrivent à prendre quelques postes dans la direction du syndicat SUTISS (8). En 1977, elles occupent la plupart de ces postes. La Causa R gagne les élections de 1979 de façon écrasante, obtenant et la présidence et le secrétariat général du syndicat. Dès lors et jusqu'à 1982, ce syndicat devient le plus important et le mieux organisé du pays. Il entame une série de revendications pour l'amélioration des conditions de travail, qui seront rejetées par la direction de l'entreprise et par le syndicalisme officiel de la CTV et ses fédérations. En 1982, la direction de SUTISS intervient et une nouvelle direction est imposée par Sidor et la CTV. (Voir encadré avec les moments les plus importants de la lutte de SUTISS de 1974 à 1982). Les leaders du Groupe Matancero - Causa R sont licenciés et l'un d'entre eux est même emprisonné et mis à la disposition des Tribunaux militaires, pour sa conduite « insurrectionnelle » qui attentait « à l'ordre établi et la sécurité nationale. » Au Venezuela aussi le problème des travailleurs et leurs syndicats de base est considéré comme une « affaire policière » ainsi que l'un des dirigeants du « nouveau syndicalisme » au Brésil définit la situation dans son pays (9). C'est-à-dire, que des régimes politiques qualitativement différents comme ceux du Brésil et du Venezuela, font appel aux mêmes mécanismes pour assurer le maintien de la « paix sociale » : la structure syndicale officielle et la législation du travail.

LA GESTION DE LA FORCE DU TRAVAIL PAR L'ETAT-PATRON ET LES CONDITIONS DE VIE A CIUDAD GUAYANA :

La gestion de la FT repose sur un mécanisme de base, indispensable pour le modèle de développement choisi par le « capitalisme d'Etat », le

Un profond mépris pour la vie des salariés

modèle « excluant » décrit par P. Salama (10) :

- une hiérarchisation extrême et une discrimination poussée de la force de travail.

Ce mécanisme a créé au cours des années une correspondance très étroite entre les postes de travail occupés dans le processus productif et l'espace urbain attribué, où prévalent des conditions de reproduction bien différenciées pour chaque type de force de travail (11). C'est-à-dire que l'insertion dans le processus de production et les conditions de travail régnautes à l'intérieur de l'entreprise étatique, sont en rapport avec l'intégration spatiale dans le tissu urbain et le « mode de vie » que l'Etat vénézuélien a conçu pour chaque catégorie socio-professionnelle. Ainsi, les fonctionnaires de haute et moyenne hiérarchie, qui constituent la technobureaucratie dirigeante du Programme de Guayana, qui ont un niveau d'éducation supérieure, qui jouissent de la protection des partis politiques qui ont été au pouvoir, sont ceux qui occupent les postes de travail les plus prestigieux et qui obtiennent les salaires élevés ; ils habitent dans la partie ouest de la ville dans des maisons individuelles bien construites et confortables, dotées de tous les services ; ce sont eux qui profitent des programmes de formation et de qualification des entreprises, qui jouissent des installations culturelles, de loisirs et du commerce du secteur ouest de la ville ; eux qui ont accès à la propriété immobilière et à tous les biens de consommation durables, travaillent dans les bureaux climatisés, ont des responsabilités de surveillance et de contrôle de la main d'œuvre. Enfin, ce sont eux qui constituent aujourd'hui la nouvelle couche sociale solvable de Ciudad Guayana, qui n'existait pas avant 1974 ou était très minoritaire.

D'autre part, les ouvriers, plus ou moins qualifiés, avec un niveau très bas d'éducation, venus au cours de différents flux migratoires « volontaires » et installés dans le secteur est de la ville, où les services sont déficients, faisant face aux graves

problèmes de logement, sont ceux qui occupent les postes de travail les plus pénibles et obtiennent des salaires médiocres ; ne jouissent pas de programmes de formation, utilisent le service de ramassage des entreprises pour se déplacer vers le lieu de travail. Ils ont un accès très restreint à la propriété du logement, travaillent dans des conditions très difficiles. Ils constituent la partie de la FT la plus adaptable aux exigences de l'activité productive proprement capitaliste.

Au milieu de ces deux groupes, flotte une FT assez nombreuse, médiocrement qualifiée, semi-stable, pas tout à fait intégrée au processus de travail de l'activité capitaliste étatique, occupant souvent les postes de travail non directement productifs et de basse hiérarchie, qui commence à avoir accès aux conditions de vie plus « modernes », plus urbanisées, offertes par les programmes de logement publics et privés.

Mais, ces mécanismes de hiérarchisation et de discrimination de la force de travail se manifestent de façon dramatique dans les conditions de travail en vigueur pour la plupart de travailleurs moins qualifiés, ceux qui sont tous liés aux tâches directement productives et aux postes de travail les plus pénibles. Ces conditions de travail sont plus dures à Sidor que dans les autres entreprises de la ville, publiques ou privées. Par exemple, la durée de travail à Sidor continue à être de 48 heures hebdomadaires, malgré les fortes mobilisations de travailleurs pour la réduire, depuis 1974. A la durée du travail s'ajoute le temps et les conditions de transport pour les catégories peu ou non qualifiées. En effet, les conditions particulières de l'urbanisation de la ville, qui éloignent ces travailleurs de l'usine, prolongent la journée de travail d'un temps de trajet moyen de 2 heures pour ceux qui habitent à l'est et de 4 heures pour ceux des villes voisines.

En ce qui concerne la politique de logement et pour les catégories supérieures, Sidor a fait un effort de construction de quartiers, d'achat d'immeubles et de crédits aux em-

ARTICLE 314 DU REGLEMENT DE LA LOI DE TRAVAIL

Les incapacités partielles et permanentes qui sont décrites ci-dessous, seront indemnisées par une somme égale à la quantité de salaires fixée pour chacune, mais les indemnités ne pourront jamais dépasser les limites maximales signalées par l'article 148 de la loi de Travail.

Incapacité	Quantité de salaires
Ankylose des deux articulations coxo-fémorales	360
Perte totale de pénis, obligeant à la miction par un méat artificiel	360
Perte de deux testicules	360
Traumatisme avec lésion de la moëlle épinière, si on peut marcher avec béquilles	360
Perte du bras gauche au dessus de l'articulation du coude	360
Perte de la main	330 à 360
Perte d'un avant-bras jusqu'à l'articulation du coude	330
Perte totale ou partielle d'un membre inférieur	360
Perte du pied jusqu'à la cheville	310
Perte totale du pouce et de tous les autres doigts de la même main	310
Perte totale du pouce et trois autres doigts de la même main	290
Perte totale du pouce et de deux autres doigts de la même main	270
Perte totale du pouce et d'un autre doigt de la même main	230
Perte totale du pouce	200
Perte totale de tout autre doigt	60 à 100
Perte totale de deux doigts de la même main sauf du pouce	120 à 160
Perte total de trois doigts de la même main sauf du pouce	180 à 240
Perte totale de quatre doigts de la même main sauf du pouce	300
Perte de deux phalanges d'un doigt sauf du pouce	40 à 70
Perte d'une phalange d'un doigt sauf du pouce	30 à 60
Perte de la première phalange du pouce	120
Ankylose de l'articulation carpométacarpienne du pouce	80
Ankylose de l'articulation métacarpo-phalangienne du pouce	120
Ankylose de l'articulation inter-phalangienne du pouce	70
Ankylose de l'articulation métacarpo-phalangienne d'un doigt sauf du pouce	10 à 60
Ankylose de l'articulation inter-phalangienne d'un doigt sauf du pouce	10 à 60
Ankylose de deux ou de toutes les articulations inter-phalangiennes d'un doigt sauf du pouce	20 à 60
Perte d'un doigt quelconque du pied	20 à 70
Perte du gros orteil ou du petit doigt du pied avec mutilation de leur métatarse	70 à 150
Perte totale de la vision d'un œil	300
Perte totale de la capacité auditive des deux oreilles	350
Perte de la capacité auditive d'une oreille	130

l'industrie, ne s'est pas associée à la lutte pour l'amélioration des conditions de travail.

A partir de ces premiers éléments de réflexion sur les pratiques de travail et des travailleurs dans la sidérurgie vénézuélienne, pourrions nous dégager certains traits communs avec celles d'autres pays du Tiers-Monde ou des pays industrialisés. Peut-on avancer l'hypothèse qu'il s'agit d'une crise dans l'organisation du travail et la gestion de la force de travail, qui a été transférée avec la technologie des procédés productifs ? L'histoire raccourcie des travailleurs sidérurgiques dans le Tiers-Monde, qui n'ont pas été soumis au processus de tayloristion progressive mais qui se sont trouvés face au fait accompli de l'industrie moderne peut-elle conduire aux mêmes conséquences dans le mouvement ouvrier organisé ? Quel est la marge de manœuvre pour les travailleurs dans une situation de « pseudo-légalité » et d'« état de droit » typiques d'une démocratie périphérique et autoritaire comme celle du Venezuela ? Ce sont entre autres des questions importantes qui nous amènent à continuer l'analyse de l'histoire de Sidor et ses travailleurs, et à approfondir le débat comparatif avec les « vécus sidérurgiques » des pays avancés et du Tiers-Monde. ■

Tiré du nouveau règlement de la Loi de Travail, 1973.

(10) Pierre Salama, et Patrick Tissier, « L'industrialisation dans le sous-développement », P.C.M. n° 270, Paris 1982.

(11) Schaefer, Graciela : « Stratégie industrielle et politique de logement » : le cas de Ciudad Guayana. CREDAL (LAIH CNRS) document de recherche n° Paris 198.

ployés. Pour les catégories peu ou non qualifiées, la politique a été de éloigner des zones d'activité industrielle. Vers 1978, sur 13 000 travailleurs 4 000 seulement étaient enregistrés dans l'usine avec une condition stable de logement.

Par ailleurs, le dépassement des limites légales de bruit, chaleur et pollution, ainsi que l'emploi abusif des heures supplémentaires par la direction de l'entreprise, provoquent d'innombrables maladies professionnelles et augmentent les conditions de risques et d'accidents. Les travailleurs ont estimé que chaque année, l'entreprise produit 100 handicapés (à cause de maladies professionnelles), qui à l'âge de 30/35 ans sont déjà incapables pour les activités productives.

L'ensemble si lamentable des conditions de travail peut être résumé dans une seule et unique attitude des employeurs : un profond mépris pour la vie de la plupart de leurs salariés. Cependant, pour la première fois au Venezuela, l'amélioration des conditions de travail devint le mot d'ordre de la mobilisation ouvrière des années 80, au moment où se déclenche la crise économique nationale et les travailleurs se trouvent dans des conditions de faiblesse face aux mesures économiques « correctrices », mises en œuvre par le gouvernement (licenciement en masse, libération des prix des produits de consommation de base, inflation, dévaluation de la monnaie, augmentation du chômage et du sous-emploi, etc.)

POUR CONCLURE ET CONTINUER LE DEBAT

Les conditions de vie des différentes catégories de travailleurs « sidoristes » sont partagées par l'ensemble de la population distribuée spatialement en fonction de leurs revenus. Mais, la stratégie globale de l'Etat-patron dans l'entreprise et dans la ville, pour contrôler le marché du travail, en discriminant les travailleurs et en distribuant spatialement la population, a fonctionné de manière très efficace. Ainsi, le mouvement ouvrier organisé n'arrive-t-il pas encore à établir le rapport qui existe entre son insertion dans le processus de production et son mode de vie. Par ailleurs, la population de la ville, engagée dans d'autres activités que